

Rencontre Internationale Sud
GUINEE
11 mai 2013

« Diaspora et Développement Local, Politiques et Partenariats entre acteurs du développement »



Document d'analyse présenté par la **Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF)**
Septembre 2014

Rencontre Internationale Sud
GUINEE

Nom du chef de file Organisateur : Coordination des Associations Guinéennes de France

Date : 11 mai 2013

Lieu : Salle du 28 Septembre du Palais du Peuple – Conakry GUINEE

Nombre de participant-e[s] : 125

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Programme d'Appui à la Structuration du Milieu Associatif, soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD), le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues de la Migrations (FORIM), en partenariat avec la Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF), a organisé une mission en Guinée du 7 au 14 mai 2013.

Le point central de cette mission a été le séminaire intitulé « **Diaspora et Développement Local, Politiques et Partenariats entre acteurs du développement** » qui s'est tenu le samedi 11 Mai 2013 à Conakry, à la salle du 28 Septembre du Palais du Peuple.

La Rencontre Internationale Sud Guinée, en rassemblant l'ensemble des parties prenantes, ambitionnait de faciliter le dialogue entre les différents acteurs et d'étudier les liens à consolider ou à mettre en place pour une meilleure interaction entre eux, en vue d'un développement harmonieux de la Guinée en lien avec sa diaspora.

Cette action portée par le FORIM et dont la CAGF était chef de file, visait à renforcer la contribution de la diaspora guinéenne au développement de la Guinée grâce à la mise en réseau des acteurs de la France et de la Guinée pour une meilleure connaissance des pratiques de Codéveloppement avec une forte implication de l'Etat guinéen. Le séminaire a réuni des représentants de l'Etat, de la société civile, des collectivités locales, des chefs d'entreprises ainsi que les organisations de la diaspora guinéenne.



ETAT DES LIEUX

Très longtemps, le rôle de la diaspora guinéenne a été minoré voire méprisé dans le pays avec la bénédiction des autorités guinéennes. Or la diaspora a toujours joué un rôle essentiel dans la vie socio-économique, politique et culturelle du pays. Les autorités guinéennes actuelles, dans un réel souci de valoriser et de faire participer la diaspora au processus de développement local, ont prévu un ministère dédié aux guinéens vivant à l'étranger, marquant ainsi une rupture avec le passé. C'est pourquoi

l'initiative du FORIM a trouvé un écho très favorable en Guinée, non seulement auprès des plus hautes autorités du pays depuis la représentation diplomatique à Paris jusqu'aux différents ministères qui ont grandement ouvert leurs portes à cette initiative, mais aussi une réelle résonance auprès des acteurs de la société civile, des médias, du secteur privé, des collectivités locales, des intellectuels, de simples citoyens, ...

La diaspora guinéenne, à travers ses différents réseaux, intervient aujourd'hui dans le développement de la Guinée d'une manière plus visible, de mieux en mieux structurée. Les ressortissants des différentes localités du pays, établis en France et ailleurs, contribuent davantage à l'initiation de rencontres dans le cadre de la coopération décentralisée amorçant, en conséquence, des liens entre des collectivités territoriales françaises et guinéennes.

La coopération décentralisée qui, par essence, regroupe toute action non étatique dans le domaine de l'appui et de l'aide au développement favorisant ainsi la conjonction, les échanges, le partage d'expériences ainsi que de savoir-faire entre les entités locales concernées peut être une chance pour les localités du Nord et du Sud, si elle est bien mise en œuvre. Pour citer deux exemples, en 2013 deux associations, membres de la CAGF en l'occurrence l'Association des Jeunes Guinéens de France (AJGF) et l'Association Synergie Territoriale et Citoyenne (ASTC) ont organisé un forum sur la coopération décentralisée franco-guinéenne à la mairie du 20ème arrondissement de Paris. Cette rencontre a été marquée par une forte présence de représentant(e)s des associations guinéennes, des collectivités territoriales françaises et guinéennes, des autorités nationales ainsi que des acteurs de la société civile française et africaine de Paris. Une année auparavant, dans le même état d'esprit, à Nantes un autre forum sur la Coopération Décentralisée franco-guinéenne, en collaboration avec Nantes Métropoles et Cités-Unies-France, a été organisé par l'ASTC.

Cependant, malgré les liens historiques, politiques, économiques et culturels forts entre la France et la Guinée, la coopération entre les collectivités territoriales guinéennes et françaises reste très limitée. Sur 342 communes guinéennes, moins d'une dizaine sont en partenariat avec des collectivités territoriales françaises. A titre comparatif, plus de 180 partenariats existent entre des collectivités territoriales burkinabés et des collectivités françaises, plus de 300 entre collectivités maliennes et françaises, ou entre les collectivités sénégalaises et françaises, pour ne citer que ces exemples.

A ce jour, les coopérations décentralisées significatives qui lient les collectivités locales françaises et guinéennes sont :

- Kindia/Nantes,
- Labé/SICOVAL et la Communauté d'agglomération Sud-Est toulousain,
- Région de Mamou/ Département du Nord,
- Boffa/Département de Charente-Maritime.

Par ailleurs, il faut également noter qu'en Guinée, l'implication de véritables Fondations et bailleurs privés dans le développement local reste trop timide voire inexistante.

La RIS Conakry a été l'occasion d'identifier des pistes concrètes à exploiter pour favoriser l'investissement des différents acteurs dans le développement de la Guinée.



LES ECHANGES LORS DE LA RENCONTRE

La journée a été organisée en trois temps forts :

- Une plénière avec l'allocution des officiels
- Une séance d'échanges entre les différents participants
- Une cérémonie officielle de signature de conventions-cadre de partenariat avec les partenaires institutionnels.

I- ALLOCUTIONS DES OFFICIELS

Madame KABA Rougui BARRY, Ministre Délégué aux Guinéens à l'Etranger (MDGE), a dit dans son allocution d'ouverture qu'elle était « persuadée que, grâce à la structuration du milieu associatif, au renforcement de ses capacités, au financement des projets de développement local et sur la base de la capitalisation et du partage d'expériences, comme le fait cette rencontre de Conakry, il y a de fortes chances de renforcer les relations entre la France et la Guinée et de parvenir à une meilleure intégration des compatriotes guinéens résidant en France et cela dans l'intérêt des citoyens guinéens ».

II- ECHANGES ENTRE LES DIFFERENTS PARTICIPANTS

1. Echanges sur le rôle des migrants dans le développement local, l'identification de leurs compétences, le partage d'expériences, les limites de leurs actions.

Mme Khady SAKHO-NIANG, Secrétaire Générale du FORIM, a mis l'accent sur la volonté de voir l'émergence du continent africain avec l'appui de ses migrants. Elle a également expliqué, que le/la migrant(e), en tant que citoyen(ne) du monde, doit d'abord se sentir bien dans son pays d'accueil, pour aider son pays d'origine. C'est la raison pour laquelle un des chantiers du codéveloppement concerne un travail de fond sur la question de l'intégration et de la citoyenneté.

En outre, quand le/la migrant(e) revient au Sud, il/elle travaille fréquemment dans le cadre de missions de partenariats. Les participant(e)s ont donc souligné que le/la migrant(e) est aussi confronté(e) à un

défi de professionnalisme. Au-delà de l'instinct de survie, le/la migrant(e) est un(e) acteur/trice de son propre développement et c'est cette volonté qu'il porte vers son pays d'origine.

Le Directeur du Service National des Points d'Eau (SNAPE) a, quant à lui, mis l'accent sur le rôle joué par les associations des migrant(e)s, qui viennent renforcer les collectivités locales dans la réalisation de divers objectifs du millénaire pour le développement : l'accès à l'eau potable, l'électricité à travers les panneaux solaires, l'éducation à travers l'équipement des écoles etc.

Le Conseiller Diplomatique du Premier Ministre, représentant la Primature à cette rencontre a, pour sa part, indiqué que la diaspora est un acteur qui a un sens élevé du patriotisme ; mettant aussi le doigt sur les défis à relever par le Ministère Délégué des Guinéens à l'Etranger. Tout en saluant le rôle du FORIM, il a souligné, avec fierté, que le combat de la diaspora guinéenne commençait à porter ses fruits avec la CAGF, lui-même étant un membre fondateur de la CAGF.

Le Secrétaire Général du MDGE, souligne que le rôle de son département est de servir de pont entre les guinéen(ne)s de l'intérieur et ceux/celles établi(e)s à l'extérieur, citant au passage les actions en perspectives ou initiées par le gouvernement en faveur de la diaspora, notamment l'identification et le recensement des compétences de la diaspora.

Les représentants de la CAGF, ont rappelé leur rôle dans la promotion des guinéens de la diaspora, notamment à travers l'aide qu'ils leur apportent dans leurs projets de codéveloppement vers la Guinée. Ils ont aussi mis l'accent sur les difficultés auxquelles les migrant(e)s se heurtent parfois lorsqu'ils veulent investir dans leur pays d'origine : bureaucratie excessive, parfois insécurité et corruption. Ils ont donc plaidé pour la création d'un véritable climat de confiance.

2. Sur la décentralisation et le rôle des collectivités locales, territoriales, ...

Durant les échanges qui ont jalonné la journée, il a été démontré que l'implication des collectivités locales était un facteur indispensable dans la réussite des projets de codéveloppement initiés et/ou soutenus par les migrant(e)s. Différent(e)s intervenant(e)s ont exhorté les participant(e)s, notamment les élus locaux et les responsables des collectivités décentralisées à tenir compte des expériences échangées, et de faire en sorte que celles-ci puissent guider les actions futures de ceux qui ont la gestion des affaires courantes au niveau des préfectures, des villages, de Conakry, etc.

Le Directeur Général du SNAPE a souligné que son département était passé de « maître d'œuvre » à « structure d'appui social aux Communes ». Il a mis l'accent sur l'importance d'impliquer les collectivités dès le démarrage des projets, afin qu'elles s'en approprient la gestion. Il a également relevé la nécessité d'une réelle formation et d'un appui à la gouvernance locale qui permettraient de renforcer durablement les compétences locales.

3. Sur la mobilité, la mobilisation de la diaspora

Cette thématique a été largement développée par le Ministère des Guinéens à l'Etranger. Le Secrétaire Général dudit Ministère a exprimé en substance le souhait de son département de recenser les guinéen(ne)s à l'étranger. Ce programme a été entamé en 2011 et a concerné 111 pays ; l'objectif étant d'avoir une banque de données du Ministère classifiée en catégorie socioprofessionnelle afin d'identifier et répertorier les talents et les mettre à disposition de mégaprojets en Guinée.

L'autre programme phare du département est l'organisation d'un Forum des guinéens de l'étranger qui consacrerait la mise en place du Haut Conseil des Guinéens de l'Etranger, après la mise en place de Conseils représentatifs au niveau de chaque pays.

Le ministère s'intéresse aux moyens pouvant permettre une prise en charge efficace des guinéens à l'étranger. Il souhaite, par ailleurs, mettre en place des statistiques sur l'apport des migrant(e)s guinéen(ne)s et mesurer efficacement la création de la richesse induite par la diaspora.

III-SIGNATURES DE CONVENTIONS-CADRES DE PARTENARIAT

La RIS a été clôturée par une cérémonie officielle de signature des conventions-cadre de partenariat suivantes :

- Le FORIM et le Service National des Points d'Eau
- Le FORIM et le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
- La CAGF et le MDGE

Par ailleurs, un projet de convention entre le FORIM et le Ministère d'Etat aux Affaires Etrangères a été soumis. Celui-ci reste en cours de discussions. Un autre projet de convention a été soumis au ministère de la santé, sans suite.



La CAGF et le Ministère Délégué des Guinéens de l'Etranger

Le Ministère Délégué des Guinéens à l'Etranger a mis à profit, le cadre de la rencontre pour annoncer les actions phare de son département. Ces actions s'articulent autour de :

- L'organisation d'un Forum des Guinéens de l'Etranger ;
- L'installation du Haut Conseil des Guinéens de l'Etranger ;
- La création d'un fonds d'appui aux guinéens de l'étranger ;
- Le recensement des Guinéens de l'étranger dans la période 2013-2015 dans plus de 200 pays et 50 Etats des USA.



Le FORIM et le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

RENCONTRES INSTITUTIONNELLES EN MARGE DE LA RIS GUINEE

La délégation du FORIM/CAGF était composée de 5 personnes :

- Mme Brice MONNOU, Vice-Présidente du FORIM,
- Mme Khady SAKHO-NIANG, Secrétaire Général du FORIM,
- M. Thierno CAMARA, Président de la CAGF,
- M. Abdoulaye BAH, Membre du CA de la CAGF et Trésorier du FORIM
- Mme Tiguida CAMARA, Chargée de Mission au FORIM.

Ainsi, dans la phase préparatoire du séminaire, plusieurs rencontres se sont tenues avec le Ministère Délégué des Guinéens de l'Étranger (MDGE), le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MEESFP), le Conseil National de la Transition (CNT), le Service National des Points d'Eau (SNAPE) ainsi qu'avec des représentants de la Société Civile Guinéenne. Ces rencontres avaient pour objectif de mieux faire connaître l'action du FORIM et de la CAGF, de mobiliser les partenaires et les différents acteurs pour le séminaire ainsi que pour la finalisation des conventions de partenariat de manière interactive avec les entités concernées.



Ici avec la Présidente du CNT (Conseil national de Transition), le Parlement guinéen



Ici avec le Directeur du service national des points d'eau (SNAPE)

En marge de la mission, la délégation de la CAGF a également rencontré plusieurs associations/ONG telles que le Relais, ADECOMA, UDID, FITIMA, l'Association des Maisons communales ou le PROJEG. Il reste à vulgariser cette action pour qu'elle soit connue très largement afin que tous/toutes puissent se l'approprier.

CONCLUSION

La RIS Guinée a connu une large mobilisation de tous les acteurs/trices. Le personnel du Ministère Délégué aux Guinéens à l'Étranger a été très mobilisé sur cette journée et a participé activement aux débats tout au long de la journée, démontrant ainsi que la thématique et le cadre ont été bien accueillis par les institutionnels guinéens. Notamment, Mme le Ministre en charge des guinéen(ne)s de l'étranger a assisté à l'ensemble des travaux, accompagnée de l'ensemble de son Cabinet.

De l'avis de plusieurs participant(e)s, le déroulement du séminaire a été très satisfaisant, avec une mobilisation au-delà des attentes (près de 150 personnes). Le Vice-Président du Conseil National de Transition (CNT), le Ministre Porte-Parole du Gouvernement, le Conseiller diplomatique du Premier Ministre, le Directeur Europe du MAE, deux Chefs de Cabinet, deux Secrétaires Généraux de Ministère, plusieurs représentant(e)s des collectivités, de la société civile et du secteur privé guinéens étaient aussi présents à côté des partenaires. Ceci a donné lieu à un échange très riche au Palais du Peuple, tout au long de la journée. Des ami(e)s et ancien(ne)s étudiant(e)s guinéen(e)s à Paris ont, par ailleurs, été d'un très grand appui pour la réussite de cette journée, en y contribuant humainement et financièrement.

Tout ceci témoigne de la nécessité d'instaurer de tels cadres de dialogue.



En outre, l'action avait aussi pour objectif spécifique de promouvoir le partenariat réciproque et la mise en réseau des acteurs du Nord et du Sud ; de valoriser la double appartenance des OSIM aux sociétés civiles du Nord et du Sud ; de se former, d'échanger sur la base d'expériences concrètes. Cet objectif est devenu une réalité dans le paysage guinéen. Grâce à la RIS, les associations guinéennes sont davantage reconnues et considérées par les autorités guinéennes. Avec l'appui du FORIM, la RIS a renforcé le positionnement de la CAGF en tant qu'interlocuteur naturel et légitime des autorités Guinéennes en France et en Guinée.

LISTE DES INTERVENANTS

(Par ordre alphabétique de nom)

- M Abdoulaye BAH, TRESORIER DU FORIM
- M. Alhassane BARRY, ANCIEN PRESIDENT CAGF /FORIM
- MME KABA Hadja Rougui BARRY, MINISTRE DELEGUE DES GUINEENS A L'ETRANGER (MDGE)
- M. Albert Damantang CAMARA, MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT
- M. Djibril Kassomba CAMARA, ECRIVAIN
- M. Thierno CAMARA, PRESIDENT CAGF
- M Sansi Kaba DIAKITE, DIRECTEUR HARMATTANT GUINEE
- M. Boubacar DIALLO PRESIDENT RESEAU RELAIS
- M. Ibrahima DIALLO, PRESIDENT ONG ADECOMA
- MONSEIGNEUR Albert GOMEZ, VICE-PRESIDENT DU CNT
- MME Brice MONOU, VICE-PRESIDENTE DU FORIM
- M. Alpha Ibrahima NABE, DIRECTEUR GENERAL DU SNAPE
- M. Moustapha NAITE, DIRECTEUR DU PATRIMOINE BATTI
- MME Khady SAKHO-NIANG, SECRETAIRE GENERALE DU FORIM
- LE CHEF DE CABINET DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE
- LE CONSEILLER DIPLOMATIQUE DU PREMIER MINISTRE
- LE SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
- LE SECRETAIRE GENERALE DU MDGE

CONTACTS

COORDINATION DES ASSOCIATIONS GUINEENNES DE FRANCE

36 Rue Duris

75020 Paris

Tél : 06 68 11 68 40

Les partenaires de la RIS Guinée :

The logo for FORIM, featuring the word "FORIM" in a bold, black, sans-serif font. The letter "O" is stylized with a circular graphic element inside it.

L'Harmattan
Guinée

